

Initiatives ministérielles

On ne pourra plus compter sur ces conseils à long terme.

Monsieur le Président, selon moi, ce budget nous inquiète vivement en ce qui concerne les orientations du gouvernement, ainsi que les mesures qu'il entend prendre pour sortir de cette récession et redonner du travail au 1,5 million de chômeurs canadiens.

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui pour débattre de ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt, mais je voudrais m'arrêter en particulier à trois aspects. Je décrirai d'abord la situation dans le contexte de l'état actuel de l'économie, sujet dont a traité en partie mon collègue d'Algoma. Ensuite, je parlerai de ce qui se passe en fiscalité depuis l'arrivée de ce gouvernement il y a plus de sept ans. Enfin, je dirai ce qui est arrivé au déficit. J'espère que je pourrai traiter de ces trois sujets dans le temps qui m'est alloué.

Pour commencer, après des années de fluctuation, pendant lesquelles l'économie s'est améliorée dans l'ensemble et a permis des temps relativement faciles, que nous reste-t-il aujourd'hui? Le budget dont je parle est le huitième en huit ans et où en sommes-nous?

On nous a promis des emplois, encore des emplois et toujours des emplois. Par contre, nous sommes aux prises actuellement avec un taux de chômage national de 10,3 p. 100. Selon le budget même, ce taux se maintiendra à 10 p. 100 tout au long de l'année 1992. En 1991, nous avons subi une perte nette de 91 000 emplois dans le seul secteur de la fabrication et, pour l'année dernière, on prévoit maintenant que la facture de l'assurance-chômage totalisera près de 18 millions de dollars. Ce chiffre est tout simplement phénoménal.

Le nombre de chômeurs qui arrivent à la fin de leurs prestations sans avoir trouvé du travail augmente sans cesse, de sorte qu'il dépasse aujourd'hui 1,4 million; il y a 2,2 millions d'assistés sociaux et un million d'enfants qui vivent dans la pauvreté.

Dans ma seule province, il y a 31 000 travailleurs dans l'industrie de la pêche—des pêcheurs, des pêcheurs au chalut, des pêcheurs côtiers, des pêcheurs hauturiers et des travailleurs d'usines de transformation du poisson—, et je vous dis ce soir que 8 000 d'entre eux sont chômeurs. Dans ma circonscription, le 14 février, littéralement d'un trait de plume, on mettait à pied 850 employés de l'usine de Port Union—Catalina en une semaine; ce même trait de plume faisait perdre leur travail à 155

pêcheurs au chalut et, ironie du sort, on annonçait ce jour-là une réduction concernant le projet Hibernia, de sorte que 850 personnes perdaient leur emploi.

Si ce n'est pas une double malchance, j'ignore ce que c'est.

Au cours des 11 premiers mois de l'année dernière, plus de 57 000 consommateurs et plus de 12 500 commerçants déclaraient faillite au Canada. Ces chiffres traduisaient une hausse de 42 p. 100 par rapport à la même période l'année précédente. Selon l'Association des manufacturiers canadiens, organisme bien connu, 1 000 fabricants feront faillite au cours de la prochaine année, ce qui entraînera la disparition d'environ 100 000 emplois.

En novembre 1984, alors que je n'étais pas encore député, le gouvernement au pouvoir, c'est-à-dire le gouvernement conservateur, a exposé sa vision de l'économie du Canada et parlé des bases solides qu'il voulait lui donner pour l'avenir. Je me suis senti encouragé, comme bon nombre de Canadiens. Le gouvernement se proposait de construire une économie forte reposant entièrement sur les forces du marché. Il pensait qu'il n'aurait à jouer qu'un rôle minime.

À cette fin, il a réduit les dépenses au chapitre de l'enseignement, de la recherche-développement et de la formation. Et il n'a présenté des programmes d'adaptation qu'après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange. À cette fin toujours, jusqu'à tout récemment, il a favorisé une politique de dollar élevé et des taux d'intérêt élevés. Nous en avons d'ailleurs souvent discuté à la Chambre.

Il n'est pas vrai que le gouvernement a favorisé notre croissance. Il a laissé tomber sa responsabilité de surveiller les forces du marché et a nui à la reprise économique. Mais il ne faut pas seulement parler de ce qu'il a fait à l'économie au cours des sept dernières années; il faut aussi parler de ce qu'il n'a pas fait. Et c'est l'un des problèmes que j'aimerais aborder.

L'une des choses qu'il a faites, c'est d'augmenter radicalement les taxes et impôts. Depuis son arrivée au pouvoir en 1984, il a changé à 40 reprises les taxes et impôts qui touchent directement les Canadiens. Et on ne tient pas compte ici de la taxe sur les produits et services, la taxe la plus détestée qui soit et qui, à elle seule, a complètement miné la confiance des consommateurs. Elle est d'ailleurs responsable, en partie, de la récession que nous connaissons aujourd'hui.